

## Études internationales



Picard, Élisabeth. *Liban : État de discorde. Des fondations aux guerres fratricides*. Paris, Flammarion, 1988, 264 p.

Adnan Moussally

Volume 20, numéro 4, 1989

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702610ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702610ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Moussally, A. (1989). Compte rendu de [Picard, Élisabeth. *Liban : État de discorde. Des fondations aux guerres fratricides*. Paris, Flammarion, 1988, 264 p.] *Études internationales*, 20(4), 941–943. <https://doi.org/10.7202/702610ar>

accordait volontiers l'inspiration divine et ainsi la possibilité de se réclamer d'une certaine continuité avec la prophétologie. La vision du monde qui en découle se modèle donc sur un schéma de référence différent de l'occidental qui lui s'est caractérisé par la séparation progressive entre le religieux et le laïque.

Fait intéressant à noter, le monde islamique a été lui-même sensible au discours et aux idées politiques occidentales depuis la révolution française, et ceci s'est reflété dans le langage qui a subi les transformations et les emprunts d'usage. Mais ces emprunts ont été trop empreints de l'influence du milieu islamique pour en marquer de façon durable une société qui a, encore de nos jours, une grande difficulté à se détacher du point de référence religieux.

Si l'ouvrage de Lewis peut impressionner par des nombreuses références et une liste exhaustive des principaux termes sur le sujet, il aurait gagné à dépasser le cadre de la linguistique et de l'histoire pour déboucher sur des exemples plus pratiques du poids du langage islamique dans la problématique politique actuelle pour conférer toute sa signification à l'ouvrage. Plusieurs termes clefs qu'emploient certains intégristes islamiques dans le discours politique sont absents. On pense à *shura* ou *assabiya*.

Ainsi, par exemple, le roi du Maroc eut à faire face à la résistance en 1963 des ulemas dirigée par Sheikh Al Islam Moulay al Alaoui qui soutenait dans son *fatwa* (dénonciation, prononcement) que seule la désignation du souverain par voie de *shura* (consultation) de l'*umma* (communauté des croyants) était valable. Cette interprétation avait fait l'objet d'un texte par le philosophe du 10<sup>ème</sup> siècle Al-Mawardi qui soutenait la thèse de la consultation en se basant sur le choix d'Abu Bakr comme successeur du Prophète, par cinq des compagnons de ce dernier. L'historien du 14<sup>ème</sup>

siècle Ibn Khaldun pour sa part établissait un lien entre l'*assabiya* (esprit de corps, idéal commun) et le zèle religieux dans le renversement des dynasties, comme ce fut le cas en Iran.

L'ouvrage n'en présente pas moins un intérêt certain par l'effort méritoire qu'il a mis à réunir ce langage et le rendre accessible à qui veut saisir le discours politique islamique d'aujourd'hui, utilisé avec une plus grande fréquence.

Léopold BATTEL

*Ministère des Affaires extérieures, Ottawa*

PICARD, Elisabeth. *Liban: État de discord. Des fondations aux guerres fratricides*. Paris, Flammarion, 1988, 264p.

La guerre civile qui déchire le Liban depuis une quinzaine d'années risque, si elle perdure, de remporter avec elle cette entité politique qui, il y a quelques décennies, était le joyau du Moyen-Orient. Quelle malédiction s'est abattue sur ce pays accueillant et prospère pour le mettre à sang et à feu? Elisabeth Picard tente dans son livre de démêler l'écheveau inextricable qu'est devenu le conflit libanais par le recours à l'histoire et à l'analyse des faits saillants qui ont jalonné sa précipitation dans le fond d'un gouffre. Consciente du fait que le chemin qui mènerait à une solution qui serait acceptable de toutes les parties impliquées est semé d'embûches, elle s'y aventure armée de la volonté de soulager des souffrances humaines.

Le petit État de 10 500 km<sup>2</sup> qu'est le Liban avait été formé de toutes pièces le 1<sup>er</sup> septembre 1920 par la France qui avait ajouté aux régions essentiellement maronites et druzes du Mont-Liban des parties de la Syrie à forte population sunnite et chiite. Les Maronites sont des chrétiens

d'Orient, originaires du nord de la Syrie, qui se sont réfugiés au Liban à partir du VI<sup>ème</sup> siècle à la suite de persécutions des orthodoxes de Byzance. Les Druzes ont fui la persécution des Sunnites à partir du XI<sup>ème</sup> siècle et ont trouvé refuge dans la montagne libanaise. Les Chiites habitaient le sud du pays et dans la plaine de la Béka. Des poches de sunnites et de chrétiens orthodoxes peuplaient la côte.

L'État libanais s'est doté à son indépendance de la France en 1943 d'un pacte national qui réglementait sa vie politique sur la base de la représentation proportionnelle. Un siècle plus tôt, plus précisément le 8 janvier 1840 à la « journée d'Antélias » les Maronites, les Druzes, les Orthodoxes et les Sunnites avaient scellé une alliance et associé leur destin. Le recensement de 1932 donnait la majorité aux Maronites. Les postes-clés de l'administration étaient en conséquence répartis entre les plus importantes communautés, le président de la république étant maronite, le premier ministre sunnite, le président du conseil chiite, le ministre de la défense druze et ainsi de suite jusqu'au poste du plus petit commis de la fonction publique. Seule l'armée avait échappé à cette règle étant donné que ses officiers étaient majoritairement maronites et que les sous-officiers et les soldats étaient recrutés dans les rangs des plus défavorisés, les chiites. La décentralisation du pouvoir contribua grandement à la formation de fiefs où les chefs jouissaient d'un pouvoir local quasi illimité.

Cet équilibre instable qui maintenait la cohésion du Liban ne pouvait fonctionner, justement parce qu'il reposait sur une donnée mouvante, à savoir la démographie. Et comme la croissance de la population est inversement proportionnelle au niveau de vie des groupes qui la composent, les couches les moins favorisées de la société libanaise, les Sunnites et surtout les Chiites n'ont pas tardé à devenir le groupe

le plus important numériquement sans pour autant réaliser des gains notables sur le plan politique.

Sous la présidence de Camille Chamoun en 1952, on a avancé l'idée d'inclure dans tout nouveau recensement les émigrés libanais. Cette initiative gouvernementale aurait favorisé les Chrétiens au détriment des Musulmans. En 1957, le nombre de sièges au Parlement passa de 55 à 99, la proportionnalité reposant toujours sur le recensement de 1932. Les Maronites occupèrent 30 au lieu de 18 sièges. Des Arméniens qui avaient survécu au génocide de 1915 en Turquie et trouvé refuge à Beyrouth et à Anjar, près de Zahlé, recevront 5 sièges. Le siège réservé aux minorités et qui aurait dû aller aux Kurdes attirés à Beyrouth par les travaux du port, fut octroyé à des réfugiés assyriens et chrétiens venus d'Irak. À la veille de la première guerre civile au Liban en 1958, le Parlement se composait donc de 54 députés chrétiens contre 45 musulmans.

Les événements de 58 résultèrent de la détermination des musulmans de s'opposer à la ré-élection du président Chamoun. Cette opposition s'est tournée vers Nasser, président de la RAU pour de l'aide. Les Marines débarquèrent le 17 août 1958 pour éviter un soi-disant danger d'annexion du Liban par la Syrie. Les protagonistes d'aujourd'hui avaient déjà été en présence en 1958. Les Phalanges (Kataéb), fondées en 1930 et inspirées des milices de Mussolini et de Franco visaient à préserver aux Maronites leurs droits acquis face à la montée du nationalisme arabe. Elles ont depuis 1978 réussi à éliminer toute opposition dans la région du Kesrouan et se réclament comme l'unique porte-parole des chrétiens au Liban. Elles se sont alliées tour à tour avec les Syriens contre les Palestiniens, avec les Israéliens contre les Syriens. Leur pouvoir est contesté par les partisans de l'ex-président Franjeh à

Zghorta, par la majorité des orthodoxes et des melchites catholiques, à Beyrouth, à Tripoli, au Koura, à Zahlé et dans le sud.

Le parti socialiste populaire (PSP), fondé par Kamal Joumblatt, se voulait interconfessionnel et de gauche. Il représente en fait tous les Druzes depuis que ceux-ci ont choisi de se serrer les coudes et d'unifier leurs rangs devant la menace qui pèse sur eux. La campagne du Chouf a assuré aux Druzes du Liban le soutien de leurs confrères de Syrie et d'Israël. Elle leur a apporté aussi l'assistance des Palestiniens.

Des milices appartenant au parti populaire syrien (PPS), parti multiconfessionnel et pro-syrien, fondé par un Libanais Antoun Saadé dans les années trente se sont aussi jointes aux Druzes du Chouf et tiennent tête aux Phalanges dans la région de Chouer.

Plus près de Beyrouth, le parti Amal des Chiites formé en 1978 conteste avec les autres les fondements mêmes du Pacte national de 1943, des Sunnites de Beyrouth, de Tripoli et de Akkar expriment des sentiments similaires, même si des divergences opposent les Sunnites entre eux. Dans le sud du pays qui est sous occupation israélienne, Chiites, Sunnites, Melchites et Orthodoxes sont aussi agités sous le regard nerveux des hommes armés du général Antoine Lahd appuyés par Israël et de l'UNIFIL.

Ce bref rappel historique d'Elisabeth Picard donne une idée sur la mosaïque ethno-politico confessionnelle de la population libanaise. Chaque groupe, communauté, classe sociale qui compose cet écheveau inextricable s'est identifié à des centres d'intérêt et a pris l'habitude de les défendre coûte que coûte. La tournure des événements après l'invasion israélienne et les interventions étrangères invite tous les Libanais à réviser leurs façons d'agir et de penser. Leur attachement au Liban les

oblige à ne plus confondre les intérêts locaux, partisans et l'intérêt national. Que de gaspillage en vies humaines et en biens matériels ils pouvaient éviter à leurs patelins et à l'ensemble du pays s'ils acceptaient de négocier de bonne foi, d'enterrer la hache de guerre et de cesser de jouer au plus rusé.

Mais c'est peut-être trop demander à des gens pris dans le feu de l'action, incapables de se détacher des problèmes immédiats de sécurité ou d'intimidation pour jeter un regard lucide sur les possibilités de solution ou de se souvenir que lorsqu'ils avaient oeuvré ensemble, par le passé, ils pouvaient être fiers des réalisations de leur pays qui leur avait assuré un niveau de vie de loin supérieur à ce qu'on pouvait rencontrer chez leurs voisins. Le Liban avait alors bien mérité le titre de « Suisse de l'Orient ».

Adnan MOUSSALY

*Collège militaire royal de Saint-Jean  
Saint-Jean, Canada*

SHARABI, Hisham (ed.), *The Next Arab Decade: Alternative Futures*, Boulder Coll., Londres, Ang., Westview Press-Mansell Publishing Limited, Édité en coopération avec The Center for Contemporary Arab Studies, Université Georgetown, 1988, 359p.

Le volume contient 21 exposés présentés au colloque annuel tenu au Center for Contemporary Arab Studies de l'Université Georgetown en 1985. Selon Hisham Sharabi, « la principale question discutée au colloque est l'intensification de la crise du monde arabe du point de vue politique et économique et sa répercussion sur la vie sociale et culturelle. Entrent aussi en ligne de compte les relations internes et internationales. » Certains auteurs tentent de